

des membres de l'Assemblée Nationale ; Art 9 : *Amendement de M. Mercier tendant à exiger d'un parti 30 listes de candidats pour qu'il soit national* [28 avril 1951] (p. 4196) ; *Son amendement tendant à substituer « circonscription » à « département »* (p. 4196-4197). — Est nommé *Questeur de l'Assemblée Nationale* [10 mai 1951] (p. 4977). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative aux pensions des personnels des hôpitaux psychiatriques autonomes ; Art. 1^{er} : *Amendement de M. Delachenal tendant à étendre l'article au personnel de l'établissement thermal d'Aix-les-Bains* [22 mai 1951] (p. 5714).

JOUVE (M. Géraud), Député du Cantal.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). — Est nommé membre : de la Commission de la presse [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300). Est élu secrétaire de cette Commission [J. O. du 20 décembre 1946] (p. 10.784). — Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [21 décembre 1946] (p. 204), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 299), [25 janvier 1951] (p. 364). — Est nommé juré de Haute Cour de justice (Loi du 27 décembre 1945) : [25 novembre 1947] (p. 5131), [26 janvier 1948] (p. 196), [7 décembre 1948] (p. 7390).

Dépôts :

Le 11 décembre 1947, un avis au nom de la Commission de la presse sur la proposition de loi de M. Bèche et plusieurs de ses collègues relative à l'exploitation des œuvres littéraires après l'expiration des droits patrimoniaux des écrivains, **n° 2835**. — Le 6 février 1948, un rapport au nom de la Commission de la presse sur la proposition de résolution de M. Fernand Grenier et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à promouvoir la révision des accords Blum-Byrnes et à assurer la protection du film français, **n° 3282**. — Le 28 mai 1948, un rapport au nom de la Commission de la presse sur le projet de loi tendant à modifier la loi n° 46-2360 du 25 octobre 1946 portant création d'un centre national de la cinématographie en ce qui concerne les sanctions prévues à l'article 16 de

ladite loi, **n° 4373**. — Le 28 mai 1948, un rapport au nom de la Commission de la presse sur : I. le projet de loi instituant une aide temporaire à l'industrie cinématographique ; II. la proposition de loi de M. Fernand Grenier et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à verser une subvention d'un milliard à la production cinématographique française, **n° 4374**. — Le 25 juin 1948, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de la presse sur : I. le projet de loi instituant une aide temporaire à l'industrie cinématographique ; II. la proposition de loi de M. Fernand Grenier et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à verser une subvention d'un milliard à la production cinématographique française **n° 4728 et (nouvelle rédaction)**. — Le 14 septembre 1948, un rapport au nom de la Commission de la presse sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, instituant une aide temporaire à l'industrie cinématographique, **n° 5469**. — Le 27 décembre 1948, une proposition de loi portant organisation d'une agence coopérative française d'information et d'une agence de presse des territoires de l'Union française, **n° 5940**. — Le 21 juillet 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à ouvrir un crédit de 700 millions pour l'équipement de la télévision, **n° 7964**. — Le 3 août 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre l'initiative de proposer à l'Assemblée Européenne de Strasbourg, la création d'une station européenne de radiodiffusion, **n° 10888**.

Interventions :

Prend part à la discussion de l'interpellation de M. Louis Marin sur les préparatifs de la Conférence de Moscou [28 février 1947] (p. 528). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion de l'interpellation de M. Bétolaud sur l'installation de centres de recherches scientifiques à proximité de Paris [25 mars 1947] (p. 1042). — Participe à la discussion de la proposition de loi de M. Robert Bichet relative à la distribution des journaux : *Ses observations sur l'ensemble* [29 mars 1947] (p. 1311). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1947 (Dépenses civiles) ; JEUNESSE, ARTS

ET LETTRES, Etat A : *Discussion générale* [10 juillet 1947] (p. 2920); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République ;

RADIODIFFUSION, Chap. 110 : *Son amendement tendant à reprendre le chiffre du Conseil de la République pour les émissions d'information* [7 août 1947] (p. 4049) ; — du projet de loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation : *Discussion générale* [21 décembre 1947] (p. 6010) ; — de la proposition de résolution invitant le Gouvernement à réviser les accords Blum-Byrnes, en qualité de *Rapporteur* [18 mars 1948] (p. 1887, 1888, 1889) ; *Contre-projet de M. Grenier* (p. 1898, 1899) ; *Amendement de M. Verneyras tendant à faire limiter le nombre des journaux filmés* (p. 1899) ; — du projet de loi portant aménagements fiscaux ; Art. 6 : *Son amendement tendant à diminuer le taux d'imposition des salles cinématographiques* [27 avril 1948] (p. 2303) ; — des interpellations sur les recommandations de la Conférence de Londres : *Discussion générale (Contrôle de la Ruhr, sécurité française, sort futur de l'Allemagne)* [15 juin 1948] (p. 3525 et suiv.) ; — du projet de loi créant une aide temporaire à l'industrie cinématographique, en qualité de *Rapporteur* [29 juin 1948] (p. 4115 et suiv.) ; Art. 1^{er} : *Contre-projet de M. Grenier accordant une subvention d'un milliard* (p. 4129) ; *Sa demande de renvoi à la Commission* (p. 4129) ; *Sa demande de retrait de l'ordre du jour du projet de loi modifiant le Centre national de cinématographie* [30 juillet 1948] (p. 5088) ; Art. 1^{er} : *Amendement de M. Barel tendant à accorder une subvention immédiate d'un milliard* (p. 5088, 5089) ; Art. 2 : *Création d'une taxe additionnelle sur le prix des places et d'une taxe de sortie des films* (p. 5090) ; *Amendement de M. Grenier tendant à excepter les films français de la taxe de sortie des films* (p. 5091) ; *Amendement de M. Lécivain-Servoz tendant à supprimer le minimum pour la taxe de sortie sur les films* (p. 5093) ; *Amendement de M. Grenier tendant à réduire à 25 francs par mètre la taxe à la sortie sur les films en version originale* (p. 5093) ; *Amendement de M. Grenier tendant à exempter de la taxe de sortie les films non exploités commercialement* (p. 5094) ; Art. 3 : *Amendement de M. Claudius Petit tendant à adjoindre au conseil d'administration un représentant du Ministère de l'Education nationale* (p. 5096) ; *Amendement de M. Brault tendant à inclure dans le conseil un représentant des syn-*

dicats de techniciens et ouvriers (p. 5096) ; Art. 4 : *Amendements de Mme Nédelec et M. Verneyras relatifs à l'aide à apporter aux films réalisés avec participations étrangères* (p. 5099) ; Art. 7 : *Amendement de M. Hugues tendant à supprimer l'article* (p. 5101) ; *Amendement de M. Claudius Petit tendant à ne pas appliquer de sanction en cas de retard dans le paiement de la taxe* (p. 5101) ; *Amendement de M. Claudius Petit tendant à faire appliquer ces sanctions par des tribunaux* (p. 5102) ; *Explications de vote sur l'ensemble* (p. 5103) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur* [16 septembre 1948] (p. 6552) ; Art. 4 : *Ses observations sur le quatrième alinéa concernant les coproductions* (p. 6553, 6554) ; *et sur le sixième alinéa relatif aux recettes dans l'Union française* (p. 6554) ; Art. 5 : *Amendement de M. Lespès tendant à reprendre le texte du Conseil de la République concernant l'aide aux exploitants* (p. 6555) ; *Amendement de M. Grenier tendant à aider tous les exploitants sans distinction* (p. 6556) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 6557, 6558) ; — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948 ; Etat A, RADIODIFFUSION FRANÇAISE, Chap. 100 : *Réorganisation de la Radio* [29 juin 1948] (p. 4143) ; COMMERCE ET INDUSTRIE, Chap. 508 : *Subvention au Centre national de cinématographie* [18 juillet 1948] (p. 4812). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion d'une interpellation sur les atteintes à la liberté d'expression par le film cinématographique [8 février 1949] (p. 406). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de la Présidence du Conseil ; Etat B, Chap. 500 : *Amendement de M. Verneyras tendant à diminuer de 23 millions 850.000 francs l'abattement sur la subvention à France-Presse* [8 avril 1949] (p. 2227) ; — du projet de loi portant répartition des abattements opérés sur le budget annexe de la Radiodiffusion française : *Discussion générale* [19 juillet 1949] (p. 4792) ; Art. 2 : *Etablissement d'une taxe sur les postes de télévision* (p. 4804, 4805) ; Art. 1^{er}, Etat A, Chap. 100 : *Amendement de M. Forcinal tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel (Ses observations sur le conflit avec Radio-Andorre)* [21 juillet 1949] (p. 4934) ; — du projet de loi portant ratification du Pacte de l'Atlantique : *Discussion générale* [26 juillet 1949] (p. 5329, 5330) ; — du projet de loi

relatif à l'exploitation des substances intéressant l'énergie atomique dans les territoires d'outre-mer : *Discussion générale* [4 novembre 1949] (p. 5978); — du projet de loi relatif à l'envoi d'une mission d'étude aux îles Kerguelen et Crozet : *Discussion générale* [4 novembre 1949] (p. 5982); — du projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissement pour l'exercice 1950 : *Discussion générale* [25 avril 1950] (p. 2848); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1950; **RADIODIFFUSION** : *Discussion générale (Ses observations sur la Conférence de Copenhague)* [2 juin 1950] (p. 4193, 4194); **PRÉSIDENTE DU CONSEIL, Chap. 1000** : *Amendement de M. Grenier tendant à réduire de 1 million les crédits pour l'Administration centrale (Censure cinématographique)* [14 juin 1950] (p. 4747, 4748); **AFFAIRES ÉTRANGÈRES, Chap. 1000** : *Administration centrale (Mise en disponibilité de fonctionnaires des Affaires étrangères)* [20 juin 1950] (p. 5063); **COMMISSARIAT AUX AFFAIRES ALLEMANDES ET AUTRICHIENNES, Chap. 1000** : *Personnel de l'Administration centrale (Réduction d'effectifs de l'Administration française en Allemagne)* [26 juillet 1950] (p. 5988, 5989, 5990); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; **TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Chap. 5150** : *Reconstruction des voies ferrées de la S. N. C. F. (ligne de Bort—Eygurande)* [1^{er} août 1950] (p. 6374, 6375, 6376, 6377). — Pose à M. le Ministre : de l'Industrie et du Commerce une question relative à la protection de la production nationale de wolfram [21 juillet 1950] (p. 5734); — de l'Agriculture une question relative à l'exportation des fromages [17 novembre 1950] (p. 7876). — Prend part à la discussion du projet de loi portant développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; **PRÉSIDENTE DU CONSEIL, Chap. 3060** : *Services de documentation et de diffusion* [3 avril 1951] (p. 2609); **COMMISSARIAT AUX AFFAIRES ALLEMANDES ET AUTRICHIENNES, Chap. 1000** : *Ses observations sur le statut du personnel* [5 avril 1951] (p. 2733); **AGRICULTURE, amendé par le Conseil de la République, Chap. 3090** : *Amendement de M. Paumier tendant à rétablir le chiffre du Conseil de la République pour frais de mission à l'étranger (Exportation de pommes de terre)* [9 avril 1951] (p. 2966); **RADIODIFFUSION, Chap. 1000** : *Ses observations sur la télé-*

vision et l'équipement nouveau [9 avril 1951] (p. 2979).

JUGE (M. Pierre), Député de Tarn-et-Garonne.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 40). — Est nommé membre : de la Commission de la justice et de législation [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 195); de la Commission du ravitaillement [26 janvier 1948] (p. 195); de la Commission des affaires économiques [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 299), [23 janvier 1951] (p. 347); de la Commission des territoires d'outre-mer [19 janvier 1950] (p. 361), [23 janvier 1951] (p. 348). — Est désigné pour les fonctions de juré à la Haute Cour de justice (Application de l'art. 1^{er} de la loi du 27 décembre 1945) [27 décembre 1946] (p. 370). — Est nommé membre suppléant de la Commission de la réforme administrative [19 août 1947] (p. 4392).

Dépôts :

Le 31 janvier 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à réorganiser le marché de la viande, **n° 424**. — Le 20 mai 1947, une proposition de loi tendant à étendre la gratuité des voyages pour se rendre sur les fosses communes portant l'inscription « Corps non identifiés » aux veuves, ascendants et descendants des 1^{er} et 2^e degrés des militaires « Morts pour la France » dont le corps n'a point été reconnu, **n° 1373**. — Le 12 juin 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à attribuer aux boulangers des campagnes qui ravitaillent les hameaux sans boulangeries une quantité d'essence en rapport avec le kilométrage à parcourir, **n° 1682**. — Le 26 juin 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à défendre l'artisanat français et le petit commerce par : le retour à la liberté de vente pour certains produits, une plus juste répartition des produits qui leur sont indispensables, et la suppression des droits perçus par les organismes répartiteurs lorsque l'artisan n'aura pas eu d'attribution ou lorsque ses bons n'auront pas été honorés, **n° 1843**. — Le 4 mai 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement : **1° à renforcer les mesures préventives contre la**